



HAL
open science

Héritages et milieux

Richard Marin

► **To cite this version:**

Richard Marin. Héritages et milieux : Contribution à une histoire de l' "Église des pauvres" dans le Nordeste brésilien. Dom Helder Câmara, les puissants et les pauvres. Contribution à une histoire de l' "Église des pauvres" dans le Nordeste brésilien, Paris, l'Atelier, chapitre premier, 1995, Eglise et société. hal-00974491

HAL Id: hal-00974491

<https://hal.science/hal-00974491>

Submitted on 12 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1

HÉRITAGES ET MILIEUX

Au plus loin que l'on remonte, dans ces terres du sucre aujourd'hui terres de misère et symbole du sous développement brésilien, la chronique de la colonie et celle de l'Église catholique s'entremêlent. Dans l'histoire ecclésiastique nationale et l'histoire tout court, la contribution des clercs du Pernambouc fut tout sauf négligeable.

A. Olinda-Recife: une riche mémoire d'Église

Une vieille terre catholique

Tout au long de la période coloniale, et même jusqu'à la fin de l'Empire (1889), la géographie ecclésiastique brésilienne reste dérisoire face à l'immensité du pays-continent. Avec 7 diocèses en tout et pour tout en 1822 et à peine 12 au moment de la proclamation de la République, le Brésil fait encore figure de terre de mission quand le reste de l'Amérique latine a depuis longtemps atteint le stade d'Église. Le patronage de la couronne portugaise¹, établi par la bulle *Universalis Ecclesia* de 1508, ne prend fin qu'avec la séparation de l'Église et de l'État de 1889. Il explique cette insignifiance des institutions ecclésiastiques séculières, placées sous la complète dépendance d'un Trésor royal, bien plus soucieux d'affecter les revenus de la dîme à des dépenses civiles qu'à la création de diocèses.

Pendant plus d'un siècle, le diocèse de Bahia, créé en 1551, reste le seul pour toute la colonie et il faut attendre 1676 pour que soient fondés ceux de Rio et d'Olinda. Ce dernier est à l'origine de l'actuel archidiocèse d'Olinda-Recife, déjà érigé en éphémère prélature par le pape Paul V, entre

¹- La bulle de 1508 permet au roi de proposer la création de charges ecclésiastiques en tout genre, de nommer leurs titulaires et de prélever la dîme. A charge pour lui d'organiser l'Église dans les terres nouvelles.

1614 et 1624. Au début du XIXe siècle il couvre encore, à peu de chose près, l'immense juridiction de ses débuts: du Ceará au fleuve São Francisco, encadré par les diocèses du Maranhão au nord et de Bahia au sud. En 1871, sa circonscription s'étend encore sur le Pernambouc, le Rio Grande do Norte, la Paraíba et l'Alagoas.

La proclamation de la République, en libérant l'Église brésilienne des entraves du patronage, facilite sa réanimation. La romanisation, qui s'affirme surtout à partir du concile de Vatican I (1870) et s'accélère au tournant du siècle, entraîne la multiplication des diocèses - 17 en 1900, 30 en 1910, 58 en 1920- et l'arrivée de nombreux ordres et congrégations européens, tant masculins que féminins.

En 1910, un décret consistorial de Pie X élève Olinda au rang d'archidiocèse et de siège métropolitain, avec juridiction sur tout l'État du Pernambouc. Les lettres apostoliques du 26 juillet 1918 lui donnent son nom actuel: archidiocèse d'Olinda et Recife. Entre cette date et 1964, les 9 diocèses de la province ecclésiastique du Pernambouc voient le jour (carte p.).

Toutefois, la présence de l'Église en Pernambouc a de beaucoup précédé la naissance du diocèse. La place économique exceptionnelle prise par la région, au moins jusqu'à la fin du XVIIe siècle dans l'histoire de la colonie, explique la rapide implantation et la présence marquante de la plupart des grandes congrégations religieuses - à l'exception des Dominicains - comme la multiplication des lieux de culte.

Au cours de la première phase d'exploitation économique, dite du bois-brésil, jusqu'en 1570 environ, la factorerie du Pernambouc, créée en 1516 sur l'emplacement de l'actuelle Recife, est la plus importante. La capitainerie détient à la fin du XVIe siècle le plus fort peuplement de la colonie et Olinda passe alors pour la principale agglomération du Brésil. Quand, entre 1570 et 1670, culture de la canne et fabrication du sucre

deviennent les deux activités motrices et même dominantes de l'économie coloniale, le pôle septentrional, organisé autour de la capitainerie du Pernambouc, conserve sa prépondérance.

Jusqu'à leur expulsion en 1759, les Jésuites restent les piliers incontestés de l'armature d'Église et de la culture coloniale. Arrivés en 1549 à Salvador, ils sont représentés à Olinda, dès 1551, par Manuel da Nóbrega l'une de leurs principales figures. Pionniers en matière éducative, ils ouvrent dès 1568 le collège d'Olinda qui, sans jamais atteindre la réputation et l'essor de son rival de Salvador, accueille tout de même près d'une centaine d'élèves à la fin du siècle, futurs clercs et laïcs mêlés. Un siècle plus tard, en 1677, c'est à Recife, développée par l'occupation hollandaise, qu'ils fondent un second collège - une de leurs trois créations du siècle, avec ceux du Pará et du Maranhão. En revanche, la politique indienne de la Compagnie, ailleurs si active, est ici des plus modestes. Au XVIe siècle elle n'établit en tout et pour tout que 4 *aldeias* (villages indiens de mission) afin de protéger les indigènes de la rapacité esclavagiste des colons.

Durant les deux dernières décennies du XVIe siècle s'implantent aussi dans la région des religieux des trois grands ordres de tradition médiévale: Carmes, Bénédictins et Franciscains. Au milieu du XVIIe siècle, avec le "cycle *sertanejo*" de pénétration des colons à l'intérieur des terres, à la poursuite d'Indiens comme main d'oeuvre ou de bétail pour l'alimentation des *engenhos* (moulins à sucre), le long du São Francisco et de ses affluents, entrent en scène Capucins et Oratoriens. Les Capucins, Bretons puis Italiens, évangélisent l'intérieur du Pernambouc et édifient les hospices d'Olinda (1649) et de Recife (1656), comme base d'appui pour leurs actions en direction des Indiens. Les Oratoriens portugais, après un rapide épisode missionnaire dans le *sertão*, s'orientent bien vite vers l'assistance religieuse aux colons et à leur maisonnée. L'interdiction des Jésuites leur offre soudain

l'opportunité de jouer un rôle majeur dans le domaine culturel, tant en Pernambouc qu'à Bahia.

Olinda et Recife, les deux cités vestige de ce riche passé d'Église dans lequel ordres tertiaires et surtout confréries laïques jouèrent un rôle essentiel, détiennent, avec Salvador et le Minas, les plus beaux spécimens de l'architecture religieuse coloniale. D'Olinda, visitée en 1944, le sociologue Roger Bastide parlait comme d'"un écrin plein d'églises-joyaux". Quant au baroque des églises de Recife, la plupart parées de blanc, avec leurs deux tours souvent inégales et leurs sacristies riches et spacieuses, il le décrivait, par opposition à celui de Bahia, comme adouci et rendu plus accueillant par l'influence rococo.²

Trois évêques-symboles de l'Église brésilienne

C'est aussi à travers la mémoire, conservée et entretenue, des grands prélats qui occupèrent le siège épiscopal que s'est construite l'identité du diocèse. En leur temps, trois évêques d'Olinda jouèrent un rôle phare en exprimant l'Église brésilienne toute entière, dans ses aspirations ou ses mutations.

Dom Azeredo Coutinho: un prélat éclairé

Cunha de Azeredo Coutinho, brésilien natif de Salvador et évêque d'Olinda de 1798 à 1802, passe pour la plus grande figure d'un épiscopat colonial qui comptait à vrai dire peu de personnalités d'envergure. Personnalité complexe, influencé par les milieux éclairés portugais mais hostile à la Révolution Française, il fonde en 1800, dans l'ancien collège des jésuites d'Olinda, un séminaire résolument moderne où se forma toute une génération de prêtres nourris des idées libérales qui agitèrent le siècle. C'est

²- R. Bastide, *Images du Nordeste mystique en noir et blanc*, Pandora, 1978.

un séminaire de type entièrement nouveau, très ouvert sur le monde puisqu'il admet aussi *os alunos de fora*, c'est à dire ceux qui font leurs humanités sans pour autant se préparer à être ordonnés. Dom Azeredo lui assigne l'ambitieux objectif d'instruire et de former "des ministres dignes de servir l'Église et l'État".³ Vision tout à fait inédite d'un centre de formation pour ces hauts fonctionnaires, ecclésiastiques autant que civils, qui manquent tant à la colonie. De cette véritable oasis culturelle prise en charge par les Oratoriens, ouverte au cartésianisme et aux courants d'idées européens, le voyageur français Tollenare écrit en 1817 qu'elle dispense, outre l'éducation théologique, "une instruction civile dans les belles lettres et dans quelques sciences, à peu près comme dans nos lycées de département. Au sortir de là on est en état d'entrer dans les fortes écoles de l'Europe, notamment à Coimbre." ⁴

Outre cette initiative inédite, Dom Azeredo passe aussi pour le précurseur de la Réforme de l'Église brésilienne, le premier à y introduire, avec il est vrai deux siècles et demi de retard, les usages tridentins en matière de formation dont le besoin est plus qu'urgent. Un demi-siècle plus tôt, un de ses prédécesseurs, Dom José Fialho, n'avait-il pas dû se résoudre à suspendre collectivement tous les prêtres ordonnés durant les huit années de vacance avant sa prise de fonction au motif, prétendait-il, qu'"ils étaient illettrés et avaient été ordonnés en contravention avec les dispositions du Concile de Trente". ⁵

Dom Vital: le résistant

Dom Frei Vital Maria Gonçalves de Oliveira, nommé évêque d'Olinda en 1871, à peine âgé de 26 ans, s'est trouvé au centre du premier conflit sérieux entre l'Église et l'État: la crise dite de la "question religieuse".

³- Cité par S.L. Nogueira, *O seminário de Olinda*, p. 4.

⁴- L.F. Tollenare, *Notes dominicales*, p. 523.

⁵- Cité par S.L. Nogueira, *op. cit.*, p. 53.

Son emprisonnement par l'Empire et les répercussions internationales qui l'accompagnèrent lui ont valu, dans la mémoire d'Église, l'auréole d'un martyr de la fidélité à Rome et celle d'un grand résistant au pouvoir séculier.

Tout commence peu de temps après son arrivée lorsqu'il interdit, en mai 1872, les messes festives organisées par les francs-maçons et décide, d'un même mouvement, de dissoudre les confréries religieuses peuplées de maçons et tenant séance dans les églises. La confrérie de Saint-Antoine en appelle alors à l'Empereur qui lui donne raison : les bulles pontificales antimaçonniques ne peuvent s'appliquer au Brésil sans la ratification du placet impérial. La "question religieuse" est dès lors lancée. Dom Vital, encouragé par l'intraitable Pie IX, réplique en arguant des droits de Rome et dénonce l'ingérence de l'État dans les affaires religieuses. Au plus fort de la crise, l'exaltation est telle que la foule envahit, le 14 mai 1873, le collège des jésuites de Recife, symbole de l'ultramontanisme. Dans l'échauffourée, un jeune religieux italien trouve même la mort. Le 2 décembre 1874, revêtu des parements épiscopaux, Dom Vital est emprisonné à l'Arsenal de la marine de Recife puis condamné par la Haute cour de Justice à quatre ans de détention "avec travail". Avec le nouveau ministère du duc de Caxias interviennent finalement l'apaisement puis l'amnistie, le 17 décembre 1875.

Dix ans plus tôt, une telle affaire eût été impensable tant l'Église était impuissante et soumise au pouvoir civil. Mais au concile Vatican Ier (1869-1870) les 7 évêques brésiliens présents (sur 11) avaient eu tout loisir de s'imprégner de l'esprit romain et de l'infaillibilité pontificale affirmée à cette occasion. C'était la première fois que l'Église brésilienne, jusque-là jouet des desseins royaux puis impériaux, affirmait son autonomie. Dom Vital avait su être l'homme du début de revitalisation de l'Église nationale.

Quand, en mai 1972, le diocèse célébra avec un certain éclat le centenaire de l'arrivée de Dom Vital à Olinda, il en négligea la figure ultramontaine pour exalter celle de l'évêque résistant au pouvoir d'État. En

pleine phase de répression, pendant les années les plus noires de la dictature, et alors que l'évêque du moment, Dom Helder Câmara, était réduit au silence, la commémoration était riche de signification.

Dom Leme: le restaurateur

Une quarantaine d'années après Dom Vital, l'Église ne réclame plus l'autonomie, acquise avec la République, mais la reconnaissance par le régime de toute sa place dans la société.

Dom Sebastião Leme da Silveira Cintra, archevêque d'Olinda et Recife de 1916 à 1921, après avoir été évêque auxiliaire de Rio, est le porteur de cette Église qui hausse le ton en se lançant dans une croisade pour la restauration des valeurs chrétiennes dans la société et dans l'État. Sa lettre pastorale du 16 juin 1916, écrite dans la perspective de son installation à Recife, passe pour le premier jalon de cette réorientation institutionnelle. Il y appelle à une mobilisation des fidèles pour la défense des "droits intangibles" qui leurs sont dus puisque:

"Nous, catholiques, en vérité, nous sommes la majorité du Brésil, et pourtant les principes et les organisations de notre vie politique ne sont pas catholiques. La loi qui nous régit n'est pas catholique. Les détenteurs de l'autorité ne prennent pas en considération notre foi." ⁶

Fait cardinal en 1930, archevêque de Rio jusqu'à sa mort en 1942, il est, un quart de siècle durant, la figure de proue et le chef de file de l'épiscopat brésilien. Artisan du rapprochement avec l'État, il obtient de Getúlio Vargas que la Constitution de 1934 soit placée " sous la protection de Dieu" ainsi que la reconnaissance légale du mariage religieux.

L'instauration de la dictature de l'*Estado Novo*, en 1937, ne provoque pas le moindre nuage de l'Église avec un régime dont on a parfois présenté Dom Leme comme l'"aumônier". S'amorce alors une phase de collaboration

⁶-Extrait de la lettre pastorale dans " Presença da Igreja na sociedade brasileira: 1921-1979", *Caderno do ISER* (13), RDJ, 1981.

avec l'État, promise à de beaux jours puisqu'elle allait durer jusqu'à la fin des années 1960.

Un clergé martyr de l'indépendance

L'invocation fréquente du rôle progressiste et déterminant des clercs de Recife dans les luttes liées à l'indépendance est un autre des aspects essentiels de la construction de l'identité du diocèse. A tel point qu'on parle de "révolution des prêtres" pour évoquer le mouvement de 1817 en Pernambouc et qu'un religieux, Frei Joaquim do Amor Divino, dit Frei Caneca, fut la figure emblématique de celui de 1824.

Un ouvrage historique récent sur le sujet⁷ a établi la participation de 60 prêtres et 10 religieux dans le mouvement de 1817, soit près de la moitié du clergé local et d'une quarantaine de prêtres dans celui de 1824. La plupart, très imprégnés par la philosophie des Lumières, étaient passés par le moule du séminaire d'Olinda, dont un adversaire anonyme prétendait qu'on y apprenait d'abord "à douter de tout" ⁸.

Commencée le 6 mars, avec Recife pour foyer principal, la révolte de 1817 est écrasée 75 jours plus tard. Son caractère franchement nativiste lui vaut de passer pour une anticipation nordestine de l'indépendance. Avec des succès divers, elle tente de gagner à sa cause Paraíba, Ceará, Rio Grande do Norte, Alagoas et Bahia. L'hostilité des créoles aux *filhos do reino* (les Portugais), attisée par l'augmentation de la pression fiscale au profit de Rio, entraîne la chute du gouverneur de Pernambouc, aussitôt suivie de la formation d'un gouvernement provisoire républicain. En l'absence de l'évêque, la révolution trouve l'appui immédiat de la plupart des clercs, vite enclins à la présenter comme une oeuvre de la Divine Providence. Ils célèbrent avec entrain des solennités d'actions de grâce et se dépensent sans

⁷- G.V. de Carvalho, *A liderança do clero nas revoluções republicanas: 1817-1824*.

⁸- *Ibid.*, p. 67.

compter dans d'innombrables cérémonies civiques, dont la bénédiction du nouveau drapeau. A en croire Tollenare on placardait dans tous les coins de rues de Recife des: "Vive la Patrie! Vive Notre-Dame! Vive la sainte religion catholique! Que meurent les aristocrates!"⁹

Parmi les principales figures de ce gouvernement provisoire: un ecclésiastique, l'abbé João Ribeiro Pessoa, professeur de dessin au collège d'Olinda, mulâtre et franc-maçon. Nourri de la lecture des philosophes, "il ne respirait que pour la liberté, et cela par amour pour elle plutôt que par ambition" - nous dit Tollenare qui s'était lié d'amitié avec lui, ajoutant: "son imagination allait plus vite que son siècle et surtout beaucoup plus avant que le génie de ses compatriotes."¹⁰

Devant l'échec de la révolte et la désertion d'une grande partie des insurgés, João Ribeiro se donne la mort. Son cadavre, déterré par les légalistes, est décapité et sa tête, promenée au bout d'une baïonnette, finit exposée place du Commerce à Recife. Quatre autres ecclésiastiques sont exécutés : l'abbé "Roma", de Recife, l'abbé "Miguelinho", professeur au séminaire d'Olinda, Pedro Tenório, vicaire d'Itamaracá, et l'abbé Antonio Pereira de Albuquerque qui avait dirigé la révolte en Paraíba. Sur un total de 17 exécutions, le tribut payé par les clercs est particulièrement lourd. A la mesure de la place qui fut la leur à la tête de l'insurrection.

Sept ans après, ce n'est plus de soulèvement contre une "colonisation étrangère" qu'il s'agit mais de remise en cause d'un régime issu de l'Indépendance, accusée de ne pas avoir tenu ses promesses. La nomination par l'Empereur Pedro I d'un nouveau gouverneur à Recife, en lieu et place de celui qui venait d'être élu, intervenant après la dissolution en novembre de l'Assemblée constituante du Brésil, met le feu aux poudres.

⁹- L.F. Tollenare, *op. cit.*, p. 592.

¹⁰- *Ibid.*, p. 575.

Le 2 juillet 1824, le Pernambouc rompt avec l'Empire et proclame la *République de la confédération de l'Equateur* à laquelle adhèrent sans tarder six provinces du Nord.

Très vite, Frei Caneca, un carme né à Recife, fils d'un tonnelier portugais, apparaît comme l'âme de la résistance à l'Empire, dans ce mouvement où, jusqu'à la défaite de novembre, se côtoient libéraux et fédéralistes hostiles au centralisme. Professeur de mathématiques, journaliste, pamphlétaire et traducteur d'une histoire anglaise de la franc-maçonnerie, mais aussi père de 3 enfants, il est homme d'Église pleinement dans son temps. Par ses aspirations démocratiques et son exaltation des vertus du métissage dans un Pernambouc berceau de l'esclavage, il incarne l'aile la plus radicale de la sécession. Il est, avec l'abbé Mororó, l'une des 12 victimes des exécutions qui, à Recife et Fortaleza, mettent fin à la sédition. Dans l'impossibilité, prétend-on, de trouver un bourreau pour le pendre, la troupe dut se résoudre à le fusiller, le 12 janvier 1825.

Frei Caneca est resté la grande figure régionale du martyr de l'Indépendance. L'équivalent pernambucain d'un Tiradentes pour la mémoire nationale. Pour la partie du clergé actuel gagnée à la théologie de la libération, il est l'illustration magnifique de ce que l'engagement d'une partie de l'Église avec le peuple ne date pas d'aujourd'hui.

B- Du sucre à la SUDENE

Un diocèse au cœur du Nordeste sucrier

Avec 87% de sa population résidant en 1980 dans la Région Métropolitaine de Recife (RMR), la plus grande agglomération du Nordeste, la réalité géographique et sociale du diocèse est essentiellement urbaine et péri-urbaine. Pourtant, on ne saurait l'analyser sans référence à son *hinterland* sucrier, à cette civilisation du sucre qui, en plus de quatre siècles,

a façonné paysages, rapports entre les hommes, structures de pouvoir et mentalités.

Les anciennes dynasties sucrières, établies sous les frondaisons luxuriantes de leurs vastes demeures, dans les quartiers d'Apipucos et de Casa Forte, à Recife, conservent encore un prestige certain. Depuis la publication, en 1933, de *Casa grande e senzala (Maîtres et esclaves)* qui lui valut une notoriété internationale, le sociologue Gilberto Freyre n'a cessé d'entretenir dans son oeuvre la nostalgie des jours heureux de ce patriarcat esclavagiste. Quelques familles d'usinières du sucre, souvent apparentées - Bezerra de Melo, Costa Azevedo, Dias Lins, Monteiro, etc. - tiennent le haut du pavé. Grâce à leur puissance économique, leurs mandats électifs et la presse qu'elles contrôlent, elles disposent encore d'un grand poids politique et social.

Plus de trois siècles d'un esclavage à grande échelle ont laissé des traces. Il subsiste ici, à un degré rarement atteint ailleurs dans le pays, un vif préjugé racial, partie intégrante et banalisée du quotidien. Rarement agressif, car le Pernambouc n'est pas l'Afrique du Sud, il repose sur une discrimination floue et jamais avouée. Dans cette société à hiérarchie pigmentocratique, sur le marché des emplois valorisés, la blancheur de peau est un atout décisif. Nul n'ignore qu'une offre d'emploi faisant appel à une "personne de bonne apparence" signifie en fait: non blanc s'abstenir.

Dans la zona da mata

Le territoire du Pernambouc s'inscrit entièrement dans la zone tropicale, à moins de 10° de latitude sud. Comme tout le Nordeste, il obéit à une stricte tripartition biogéographique avec, d'ouest en est: le *sertão*, l'*agreste* et la *mata*.

Région de latifundia d'élevage extensif, le *sertão*, avec 68 364 km² couvre environ 70% de la superficie de l'État, pour seulement 16% de sa

population. Dominé par un climat semi-aride, il est cycliquement ravagé par de longues sécheresses qui doivent souvent plus, dans leurs effets dramatiques, à l'organisation sociale qu'au fléau climatique proprement dit. Alors, des dizaines de milliers de *flagelados* ((victimes du fléau) qui ont tout perdu, migrent vers les grandes villes, au premier rang desquelles Recife.

Sur à peine 18 830 km², l'*agreste* a une population du même ordre que celle du *sertão*. Avec ses *brejos*, hautes terres humides, cette zone est devenue la base vivrière de Recife, une région de polyculture et de petite propriété paysanne, soumise à une très forte pression démographique, et donc à un important exode rural.

A l'exception d'une seule commune périphérique (Pombos), le diocèse, tel qu'il se présente au milieu des années 1960, relève entièrement de la *zona da mata*, étroite et humide bande littorale d'une soixantaine de kilomètres de large où les pluies sont abondantes, réparties sur 6 à 7 mois de l'année. De très sensibles variations du régime des précipitations qui diminuent vers le nord, conduisent à distinguer une *mata seca* et une *mata úmida*. Dans la *mata seca*, à laquelle se rattachent uniquement deux communes septentrionales du diocèse, la canne, bien qu'en forte progression, ne domine pas sans partage. Le coton et les cultures vivrières: tomates, maïs, patates douces, manioc, y ont aussi leur place. La paysannerie propriétaire y est nombreuse. Par contre, la *mata úmida*, beaucoup plus étendue, est le domaine par excellence de la monoculture de la canne (57% de l'espace cultivé vers 1980) et de l'industrie sucrière qui ont fixé un important salariat.

L'avancée inexorable d'une monoculture

Depuis la mise en fonctionnement, à Olinda, du premier moulin de la capitainerie, en 1542, la canne à sucre a connu bien des vicissitudes et

surmonté bien des crises. Avec quelques légères modifications, le modèle initial s'est maintenu jusqu'au milieu du XIXe siècle. Un modèle qui reposait sur la grande propriété, avec l'installation de colons nobles payant le dizime au roi, le recours massif à la main d'œuvre servile et la monoculture sucrière d'exportation dans les fonds de vallée aux fertiles terres noires du type *massapé*. La présence des cours d'eau permettait tout à la fois d'irriguer les cannaies, d'actionner les moulins et de transporter par barque le sucre vers Olinda ou Recife. Sur la colline, dominait la *casa grande* du *senhor do engenho* (le maître du moulin) et de sa famille, avec sa chapelle attenante. En contrebas, la *senzala*, avec les masures où s'entassaient les esclaves de la plantation. Autour des plantations, quelques pâturages pour les chevaux et bœufs de trait et, surtout, la forêt dont on tirait le bois de construction et de chauffage pour les chaudières. L'abolition de la servitude, en 1888, transforme beaucoup d'anciens esclaves en *moradores de condição*. Ces tenanciers, qui ont reçu l'usufruit d'un *sítio* (lopin de terre), travaillent en échange 3 ou 4 jours par semaine sur la plantation, soit gratuitement - c'est le *cambão* (corvée)-, soit contre un maigre salaire.

Avec l'apparition des usines à sucre, la canne entre dans l'âge industriel. Leur implantation, commencée en 1885, s'accélère jusqu'en 1910, bouleversant l'ancien système. Tout change désormais d'échelle. Sans cesse plus colossales et financées par d'énormes investissements, les usines s'établissent sur les terres des très grands propriétaires de la *mata úmida*. Leur capacité de production réclame de plus en plus de canne à broyer. Nombre de *senhores de engenho* se transforment dans un premier temps en simples fournisseurs de canne avant de renoncer définitivement à l'activité sucrière, ruinés par les tarifs à la production. Ils désaffectent alors leurs moulins, cédant à vil prix leurs terres aux usines.

La création, en 1933, aux lendemains de la Grande dépression, de l'Institut du sucre et de l'alcool, qui aboutit de fait à la prise en charge par

l'État des problèmes du secteur (prix garantis, crédits, etc.), sauve l'économie sucrière pernambucaine. Pour le pire, sans doute plus que pour le meilleur. En effet, cette politique interventionniste, faite sur mesure pour l'oligarchie, accentue l'hégémonie de la canne dans la *mata*, au prix d'une marginalisation croissante des cultures alimentaires, d'une expulsion massive des travailleurs et alors même que les conditions de production, comparées à celles de l'État de São Paulo, s'avèrent de moins en moins compétitives. Cet empire de la canne s'accompagne d'une concentration foncière accrue au profit des usines: en 1965, elles possèdent plus de deux tiers des terres dans certaines communes de la *mata úmida*. A l'opposé, les *minifundia* de la zone sucrière - trois quarts des propriétés en 1974-occupent moins de 6% de la surface agricole totale¹¹.

Un monde en crise

Josué de Castro avait, en son temps, dénoncé le scandale et les ravages de la "culture autophage" dévorant tout autour d'elle, engloutissant toujours plus de terre, réduisant à l'état de lambeau la forêt primitive, consommant l'humus du sol et anéantissant les petites cultures. La terrible pauvreté du complexe alimentaire, fixé autour de la farine de manioc, a contribué à faire du Nordeste sucrier l'une des régions au monde les plus marquées par la malnutrition et la sous-alimentation, une région de faim chronique¹².

Trente ans après, ses conclusions sont encore d'actualité. Le professeur Nelson Chaves, nutritionniste de renom, parlait même, dans un entretien de 1980, d'une dramatique aggravation de la situation:

"La faim est la maladie la plus importante que nous ayons à soigner dans cet hôpital [de Recife]); 70% des enfants de l'État de Pernambouc souffrent de malnutrition. La situation est pire ici que dans le *sertão* [...], pire aussi que par le passé [...]. La malnutrition, pendant la vie embryonnaire et les dix huit premiers mois de l'enfance,

¹¹- M.L. de Melo, *O açúcar e o homem*, p. 65.

¹²- Voir en particulier J. de Castro, *Une zone explosive, le Nordeste du Brésil*, Paris, Seuil, 1965 et *Géopolitique de la faim*, Paris, Éditions Ouvrières, 1952

entraîne la déficience mentale définitive: il manque aux enfants jusqu'à 60% des neurones du cerveau et cette destruction est irrémédiable. Autre conséquence: la taille moyenne des paysans diminue. Nous allons vers des générations de nains." ¹³

Sous-alimentation, malnutrition et paupérisation des travailleurs de la canne ont avancé du même pas. Ce sont eux qui ont supporté l'essentiel de la crise d'adaptation du secteur. Pour lutter contre la concurrence des planteurs de São Paulo, les fournisseurs, tenus de livrer les usines à très bas prix, ont exercé une pression maximale à la baisse sur la rémunération de la force de travail utilisée. L'adoption du Statut du travailleur rural, en 1963, assortie d'obligations sociales inconnues jusque-là pour les employeurs¹⁴, a conjugué ses effets avec la très forte croissance de la population de la zone, dans les années 1950, et de nouvelles avancées de la culture de la canne, notamment à la suite de l'adoption du plan "*proalcool*" de 1975¹⁵. Ainsi, l'armée de réserve des chômeurs et l'exode rural se sont-ils considérablement accrus. Beaucoup d'anciens *moradores*, chassés de leur *sítio*, ont dû s'installer *pra rua* (dans la petite ville). Ils sont devenus des *clandestinos* ou *volantes*, sans contrat ni carte de travail, donc sans la moindre protection sociale, vivant d'un salaire aléatoire, dans la plus complète insécurité du lendemain. Par comparaison, les ouvriers *fichados* ou légaux, de moins en moins nombreux, travailleurs sous contrat parqués dans les "agrovilles" propriété des usines, feraient figure de privilégiés.

Chaque petite ville de la *mata*, qui regorge de ces paysans déruralisés, a maintenant ses poches de misère, ses *favelas*, ses prostituées, son alcoolisme endémique et sa délinquance...comme la grande ville! En 1970 on estimait à un tiers de la population en âge de travailler les actifs

¹³- R. Linhart, "Le sucre et la faim", *Le Monde*, 03-02-1980.

¹⁴- Le Statut du travailleur rural, du 2 mars 1963, étend aux ouvriers agricoles les droits déjà acquis par le prolétariat urbain: salaire minimum, droit aux congés rémunérés, repos hebdomadaire, indemnisation en cas de résiliation du contrat de travail. Le décret du 11 octobre 1965 qui le complète réaffirme le droit à un lopin d'au moins 2 ha pour tout *morador* résidant depuis plus d'un an sur une propriété.

¹⁵- Utilisation de l'éthanol tiré de la canne comme carburant

non rémunérés de la *zona da mata* ¹⁶. Ce monde-là est encore celui d'une extraordinaire violence de classe et d'une surexploitation féroce. Nombreux sont les enfants et adultes, mutilés par le travail, doigts ou mains coupés. Un rapport syndical pour l'année 1983, intitulé *Violence dans les campagnes du Pernambouc*, adressé au gouverneur de l'État, dénombrait 4 meurtres, 6 tentatives d'assassinat, la séquestration d'un mineur et 37 cas de violences diverses. Tous à l'encontre de travailleurs ruraux.

C'est en grande partie à cette crise du monde de la canne que la Région métropolitaine de Recife doit son accroissement. Chaque année, la *zona da mata* déverse dans l'agglomération son trop-plein de bras et de misère. Alors même que sont depuis longtemps révolues les grandes espérances d'une industrialisation soutenue et forte créatrice d'emplois.

L'échec de la SUDENE

Si la région de Recife constitue aujourd'hui une vaste poche de misère et de sous-développement, le tiers monde du tiers monde brésilien, il n'en a pas toujours été ainsi.

A la fin du XIXe siècle, elle connaît même une amorce d'industrialisation, une sorte de *take off* rapidement avorté. Sur la base du coton, produit dans l'*agreste*, naît une industrie textile qui compte, en 1907, quelques une des plus grandes entreprises nationales du secteur. A partir du début des années 1930, l'intégration progressive au modèle de développement du Centre-Sud provoque l'effondrement du secteur, le marché local passant sous la domination des produits plus compétitifs venus de São Paulo. A la fin des années 1950, le très médiocre tissu industriel local repose encore sur l'industrie de la canne et un textile en pleine

¹⁶- P. Grandjean-Bitoun, Grandjean-Bitoun (P.), *Canne à sucre et cultures alimentaires dans la zona da mata seca-Pernambouc-Brésil*, Univ. de Paris III, doctorat , 1980, p. 89.

décadence, à Paulista et Moreno, qui n'offre plus que 17 700 emplois contre 29 500 dix ans plus tôt¹⁷.

Il faut attendre les années 1960 pour que, dans l'euphorie entourant la Surintendance de Développement du Nordeste (SUDENE), s'effectue la mise en place du parc industriel actuel. La naissance, en décembre 1959, de cet organisme public, dans une période d'intenses mouvements sociaux régionaux et dans l'enthousiasme d'un volontarisme développementiste, partagé y compris par les évêques de la région, pose sous un jour nouveau la question de l'industrialisation du Nordeste et de la résorption du déséquilibre avec le Centre-Sud. De très avantageuses mesures d'exemption fiscale aux investisseurs et la création par l'État d'infrastructures, mises au service du secteur privé, provoquent une importante mobilisation de capital, venu pour l'essentiel de la région de São Paulo. Distilleries, brasseries, usines pétrochimiques, constructions électriques, industries mécaniques et métallurgiques, cimenteries, etc. s'implantent rapidement dans les communes de Cabo, Jaboatão, Paulista et les banlieues ouest de Recife, sièges des nouveaux districts industriels.

En termes de croissance économique, les résultats sont plus que probants et le produit industriel grandit au rythme de 9% l'an, pendant les années 1960. En revanche, cette industrialisation capitaliste non seulement crée fort peu d'emplois, mais elle hâte l'effondrement des industries traditionnelles en détournant d'elles les investissements. L'hypertrophie de l'agglomération de Recife s'en trouve encore accentuée par rapport au reste de l'État.

Dans une société jusque-là très polarisée aux deux extrêmes le boom économique favorise le développement des couches moyennes, liées soit à l'appareil d'État (Education, SUDENE), à l'industrie (ingénieurs et

¹⁷- CEBRAP, *Estudos de população: Recife*, p. 110.

techniciens), aux professions libérales (médecins, avocats, architectes) ou aux banques qui multiplient leurs agences. Dans un reportage sur Recife, de décembre 1969, significativement intitulé *Les villes de l'Eldorado*, l'hebdomadaire *Veja* rend bien compte de l'émergence de ces couches nouvelles qui bousculent les valeurs de l'ancienne société:

"Le nombre d'automobiles est passé de 7000 à 40 000, ces dix dernières années et les rues du centre, comme dans toutes les métropoles, ont gagné en nervosité et en embouteillages (à un point tel que les responsables de la sécurité publique ne craignent plus les attaques à main armée contre les banques dans le centre commercial par suite de l'impossibilité absolue de fuite pour les bandits).

Le nombre de téléphones a doublé (il y en a actuellement 20 000) et quatre ou cinq avions arrivent maintenant du Sud quotidiennement, contre quelques-uns par semaine antérieurement [...].

On rencontre désormais des étudiants d'origine modeste dans les universités dont les effectifs sont passés de 5000 à 8000 [...].

La ville s'est étendue à un point tel que les frontières entre sa banlieue et la zone rurale sont devenues indéfinies [...].

Dans tous les milieux, les préjugés se sont peu à peu estompés. Le Club Nautique Capibaribe accepte désormais, dans son équipe de football et parmi ses membres, des gens de couleur qui n'auraient jamais eu cette possibilité, même avec des ressources suffisantes, ne serait-ce que dix ans plus tôt. Même la haute société (les grands propriétaires terriens résidant en ville et les gros commerçants) est devenue plus ouverte. Dans ses soirées, elle parle maintenant d'art, de politique, ses membres fréquentent les boîtes de nuit et dînent au restaurant. La plage de Boa Viagem, réduite de l'élite, a tendance à se transformer en Copacabana nordestine." ¹⁸

Au début des années 1970, c'en est pourtant pratiquement fini du grand mirage industrialisant de la SUDENE. En plein "miracle économique" national, et devant l'exiguïté du marché régional de consommation, le capital se détourne de la région et la priorité de l'État passe à l'Amazonie, dans le cadre du grand projet d'intégration nationale. Dès lors, que peuvent bien peser les quelque 40 000 emplois industriels créés, en regard du niveau extrême d'*informalisation* atteint par l'économie locale et dont le seul équivalent brésilien se trouve à Fortaleza? En 1978, on estimait à 38% des quelque 800 000 actifs de la RMR, la main-d'oeuvre sous-employée relevant

¹⁸- "As cidades do Eldorado", *Veja*, 17-12-1969.

du secteur informel, c'est à dire avant tout d'un tertiaire où quatre actifs sur dix étaient analphabètes¹⁹.

Ainsi, l'ère de la modernisation, des viaducs et des grandes artères routières, restera aussi comme celle de la prolifération des actifs du trottoir: marchands ambulants et prostituées. De l'explosion de la misère.

C. Recife: urbanisation et misère

Du port hollandais à la métropole actuelle

Modeste bourgade de pêcheurs dotée de quelques entrepôts sucriers au début du XVIIe siècle, Recife doit sa chance à l'occupation hollandaise de la capitainerie. Le site, baigné par les eaux des rivières Beberibe et Capibaribe, découpé en de nombreuses îles, offre des facilités de défense et de fortification nettement supérieures à celles d'Olinda, incendiée et évacuée par les Bataves en novembre 1631. Ils y réalisent, dans les terrains marécageux et alors insulaires des actuels quartiers de Santo António et São José, tout un réseau de fortifications, de polders, de digues et de ponts. Devenue Mauriceia, en hommage au gouverneur Maurice de Nassau, Recife ne tarde pas à supplanter Olinda qui se reconstruit avec peine. Désormais, esclaves et denrées importées transitent par le port de Recife. La période qui suit l'expulsion hollandaise, marquée par la rivalité entre les deux cités, confirme la suprématie de l'économie portuaire de Recife. Les commerçants portugais, soucieux de nouer les meilleures relations possibles avec la métropole, s'y établissent nombreux. La résistance des *senhores de engenho*, qui parviennent à préserver pour Olinda le titre de capitale du Pernambouc jusqu'en 1827, ne change rien à la réalité de cette passation de pouvoir.

¹⁹- FJNPS, *Investigação sobre o setor informal na região metropolitana de Recife*, vol. 2, Recife, 1986.

Recife, dont le port est sans rival jusqu'à Salvador, exerce son influence sur un vaste territoire couvrant 5 États: Pernambuco, Paraíba, Alagoas, Rio Grande do Norte et Ceará. Elle compte 26 000 habitants en 1820, 150 000 en 1893 et 330 000 en 1920. Entre 1920 et 1940, la ville grandit au rythme de 1,9% l'an. Puis, le flux migratoire s'accélère dans la décennie suivante: le taux annuel de croissance atteint alors 2,8% et l'espace métropolitain, peuplé de 800 000 habitants en 1950, se structure. La R.M.R, qui se confond, à quelque chose près avec la juridiction du diocèse, pèse de plus en plus: 28,9% de la population de l'État en 1960, 33,5% en 1970 et 36,8% en 1980 avec 2 265 000 habitants, ce qui en fait la troisième agglomération du pays²⁰.

Le phénomène dissimule en réalité deux évolutions divergentes. Alors que Recife voit sa part diminuer dans les années 1970 (espace saturé, taudification répulsive de certains quartiers, etc.), les communes satellites les plus proches, comme Olinda mais aussi Jaboatão, Paulista ou Cabo, tout juste dotées d'un minimum de services, enregistrent une croissance de villes-champignons. Dans cette explosion urbaine, accroissement naturel et flux migratoire conjuguent leurs effets. La fécondité moyenne, plus faible que dans le reste de l'État, est en recul. Elle se situe cependant bien au-dessus de la moyenne nationale²¹. La transition démographique s'amorce à peine et le nombre moyen de naissances par femmes ayant eu des enfants oscille entre 4,76 (Recife) et 6,20 (Primavera) dans la zone sucrière. 9 à 10 enfants vivants ne sont pas rares dans les familles les plus pauvres. Il en résulte une extrême jeunesse de la population: la moitié des habitants de Recife a moins de 20 ans en 1980. Depuis trois décennies, la R.M.R draine une part importante mais difficile à estimer avec précision du flux

²⁰-Sur la croissance de l' agglomération, voir en particulier CEBRAP, *op. cit.*

²¹- 4,97 naissances par femme ayant eu des enfants dans la RMR mais 6,59 pour le reste de l'État, d'après: IBGE, *Censo demográfico: 1980, Pernambuco*.

Le taux de fécondité du Pernambuco (134,2‰) bien que supérieur à la moyenne nationale (120,7‰) est cependant le plus faible de tous les États du Nordeste.

migratoire régional. Une proportion toutefois inférieure à celle de São Paulo qui en attirerait plus des deux tiers. Le recensement de 1980 dénombre 43,4% des habitants de la R.M.R nés hors de leur actuelle commune de résidence. Jeunes - entre 15 et 39 ans - et pauvres, ils sont bien plus chassés de leur campagne qu'attirés par les possibilités de travail à Recife. Leur afflux, au rythme de plus de 19 000 par an au début des années 1980, accentue la féminisation de la société locale, les hommes partant de préférence vers São Paulo. Une forte proportion de la population féminine, effectivement active, est constituée de domestiques, nées en majorité à l'intérieur.

Une enquête sociologique, menée dans le district industriel de Paulista en 1975-1976, faisait état d'un nombre anormalement élevé de femmes chefs de famille: "les veuves au mari vivant". Les hommes, avec la crise du textile, sont partis vers le Sud pour sans doute ne jamais revenir²².

L'explosion de la misère

Recife, est avant tout une énorme machine à marginaliser, à précariser et non à intégrer les populations. Même au niveau du tiers-monde brésilien, elle fait figure de caricature de métropole sous-développée, pathologiquement tertiarisée. Des neuf grandes métropoles brésiliennes elle est, avec Fortaleza, celle qui bat tous les records de misère.

Le voyageur y arrive bien sûr avec, en tête, quelques clichés, tel le fameux "cycle du crabe" décrit par Josué de Castro dans les années 1950: l'homme vivant dans le mangue, s'alimentant de crabes, le crabe se nourrissant des excréments humains et ainsi de suite. En est-il toujours ainsi? Sans doute y a-t-il moins de crabes, à cause de la pollution, mais la misère, loin de reculer, s'est accrue. Elle saute aux yeux de quiconque retrouve Recife après plusieurs années d'absence. Cette paupérisation a des

²²- C. Rodrigues Brandão (org.), *Pesquisa participante*, SP, Brasiliense, 1981.

causes: la crise du monde rural, l'industrialisation avortée, la politique de compression des salaires pendant les vingt années de dictature, l'inflation galopante et la récession économique de 1981-1983.

L'inégalité extrême dans la répartition des revenus et la polarisation de la richesse ont peu d'équivalents dans le pays. La géographie urbaine, marquée par une ségrégation sociale sans fard, en est sans doute la manifestation la plus immédiatement perceptible.

Beaux quartiers, mocambos et favelas

Il n'y a rien à Recife de la netteté pédagogique du zonage social *carioca* où les *favelas* occupent le morne tandis que les beaux quartiers déroulent leurs immeubles tout au long des kilomètres du front de mer. Les riches en bas et les pauvres perchés, disposant de la semaine du carnaval pour s'approprier le coeur de la cité - du moins symboliquement. A Recife, la *favela* est partout, dans tous les quartiers, et la misère suinte de tous les pores urbains. Dans cet espace se dessinent cependant deux axes résidentiels bourgeois.

Le plus ancien part de Boa Vista en suivant la rive gauche du Capibaribe, habituellement épargnée par les crues. Il s'agit des quartiers de Derbi, Aflitos, Graças, Espinheiro, Rosarinho, Casa Forte, Parnamirim, Apipucos. Ancienne zone d'*engenhos*, devenue résidentielle à la fin du siècle dernier avec le développement des transports collectifs, elle est restée celle de la bourgeoisie traditionnelle. Toutes proportions gardées, une sorte de Faubourg Saint Germain local.

Boa Viagem, sur le littoral, est le second axe, plus récent. Lointaine bourgade de pêcheurs dans les années 1940 elle se développe à un rythme effréné dans les années 1960-1970 du "miracle économique" national. Ses 221 745 habitants recensés en 1980, en font désormais le quartier le plus peuplé de Recife, avec 18% de la population municipale. Dans cette

véritable ville, qui passe pour détenir le plus haut pouvoir d'achat par tête d'habitant de tout le Nordeste, se dressent sur des kilomètres, face au rivage, des édifices de 10 étages et plus, à l'architecture d'acier et de béton, et aux façades de verre fumé. Les duplex de 300 m², et parfois plus, y sont fréquents. Leur location mensuelle peut atteindre de trois à quatre années de salaire minimum. Dans les artères principales, Saint-Laurent, Cardin et le *design* sont en vitrine dans les boutiques de grand luxe. Même à Recife, la vie peut-être douce, face à la mer. Toutes proches, mais en retrait, les *favelas* s'accrochent au mangue avec l'énergie du désespoir.

A dix minutes en voiture, le centre-ville. Un tout autre décor. Images de Recife au petit matin, à l'heure des premiers bus: rues au sol encore jonchés de gisants, hommes et femmes de tous âges, du nourrisson au vieillard, avec pour seul abri un morceau de carton ou de toile plastique. Combien de dizaines de milliers de sans-toit? Cohortes de prostituées qui, dès douze ans, droguées à la colle, battent le pavé de jour et de nuit avec, sur leur visage et dans leur mise, la gaucherie et l'air emprunté de tous les déracinés. Bandes d'enfants de rue en haillons et pieds nus, abandonnés et autonomes, vivants de menus larcins, de débrouillardise et d'aumône, accrochés à l'arrière des bus et parcourant la ville en tous sens. Légions de paralysés, de mutilés, de blessés aux plaies exposées et purulentes pour attirer la commisération, d'êtres difformes occupant les trottoirs des grandes artères. Recife en voie de "calcuttisation" a-t-on pu écrire²³. Sans exagération.

Grouillant d'une animation fébrile et désordonnée on y éprouve à chaque pas, physiquement, l'explosion démographique et la jeunesse de la population. La taudification d'une partie du coeur de la cité est déjà bien avancée. Dans le quartier portuaire de Recife les bordels jouxtent les

²³- T. Maliniak, "Recife, ville bouffie", *Le Monde*, 15-10-1980.

banques et les entrepôts. Les vieux habitants du quartier tentent de lui échapper et plus de la moitié des adultes résidents y sont analphabètes, d'après les données du recensement de 1980. En plein Boa Vista, la *favela* sur pilotis des Coelhos résiste à toutes les tentatives d'expulsion. São José, quartier en pleine décadence, offre un paysage de rues défoncées. La population pauvre, le tout petit commerce et la prostitution y occupent d'anciennes demeures bourgeoises, aux façades lépreuses et moisies, tristes vestiges d'une grandeur passée. La dégradation du centre, qui fait fuir le touriste, et sa nécessaire "revitalisation" sont des thèmes de prédilection de la presse locale. Ainsi cet article très évocateur, lyrique et désespéré, paru dans le *Diário de Pernambuco*²⁴ du 16 décembre 1986 :

“Le Centre est mort. Le Centre de Recife. Priez pour lui. Le Centre n'est plus centre. Il est excentrique. Il s'agit d'un lieu géographique où ont fait faillite tous les points de référence d'une ville. Le Centre indigne, comme s'il était - et il l'est réellement- une grande tache indienne fétide de désespérance. [...]

Il ne vaut même plus la peine de s'indigner devant le tableau des installations de fortune qui vendent du bouillon de canne, devant les restaurants improvisés à la nourriture sale, les étals de pacotilles ou les tanières sous-humaines. Le Centre est mort. Priez pour lui, à l'heure où la ville est démoralisée, symbole de dégradation, marque de l'humiliation du tiers-monde en train de se transformer en quart-monde”.

Cette prolifération d'un commerce informel, à la géographie mouvante, dont survivent des dizaines de milliers de familles est en effet une des grandes plaies du coeur de la ville. Problème insoluble et de toute manière irréductible à une question de simple police puisque sa solution présupposerait l'éradication de la misère. Pas une semaine sans que n'apparaisse un marché sauvage qui enfle au fil des jours, déborde sur les rues, bloque la circulation et transforme le secteur en campement permanent aux pestilences de vespasienne en plein air. C'est toujours avec retard que réagissent les services municipaux, expulsant les occupants sans ménagement puis nettoyant le secteur. Tâche de Sisyphe, guérilla sans trêve, puisque le marché ne tardera pas à se reformer un peu plus loin.

²⁴- Dans la suite de l'ouvrage le *Diário de Pernambuco*, souvent cité, ne sera désigné que par *Diário*.

Dans les mêmes secteurs, les "étoiles froides" - dénomination populaire des prostituées- dont les effectifs ont beaucoup augmenté avec la récession du début des années 1980, disputent leur clientèle aux camelots, aux mendiants et aux petits délinquants. Ces derniers, souvent dès l'âge de 7 ou 8 ans, arrachent sacs à main, montres, bracelets, colliers et pendentifs aux passantes, entretenant dans ces rues commerçantes un état permanent d'insécurité pour le piéton toujours sur ses gardes. Ils sont une partie des 100 000 enfants abandonnés que comptait la R.M.R. en 1980. La *Fondation pour le bien être des mineurs* , bien mal nommée et contre laquelle abondent les accusations de sévices et de mauvais traitements, en hébergeait 22 000 à cette date²⁵.

Cette dégradation des quartiers centraux perturbe même le culte comme le déplore le curé de l'église de la Penha, située place du marché São José, dans les colonnes du *Diário*, en juin 1984:

“La situation actuelle de la place, totalement occupée par des baraques de jeu, des prostituées, des camelots et des chômeurs, rend difficile l'accès des fidèles et des véhicules à l'église. Le nombre d'agressions croît de jour en jour et un de nos religieux a été détrossé à l'entrée même de l'église. La pagaille est grande et l'on dit que la nuit, les baraquements servent de maison de passe, sans parler des décibels des hauts parleurs qui rendent difficile la méditation des douze étudiants et des trois prêtres qui habitent le couvent.”²⁶

La majorité des occupants diurnes du centre sont arrivés tôt le matin de leur *favela* où ils vivent dans les *mocambos*, ces habitations dont les plus rudimentaires ont un toit de palme ou de paille, des murs de planche ou de terre crue et un sol de terre battue. Le *mocambo*, sans doute aussi vieux que la ville elle-même, ne devient un élément marquant du paysage qu'à la fin du XIXe siècle, avec l'apparition des usines à sucre, l'abolition de l'esclavage et l'exode rural qui s'en suit. En 1913, le Département de santé et d'assistance de l'État du Pernambouc en recensait déjà 20 000 dans la capitale, soit 43%

²⁵- DDP, 22-06-1980.

²⁶- “Convento da Penha quer praça limpa”, DDP, 10-06-1984.

des habitations²⁷. Au cours des années 1920, l'intérêt grandit considérablement pour les zones basses et inondables, devenues propriété de la Marine puis de l'Union en 1931, ce qui rend possible leur emphytéose. Celle-ci est vite assimilée par les bénéficiaires à un titre de propriété, moyennant paiement d'une redevance annuelle à l'État. Or, nombre de ces bénéficiaires n'occupent pas les lieux. Ils se contentent de les concéder, contre un loyer modique, à des populations pauvres qui remblaient peu à peu la zone, l'assainissent et donc la valorisent. C'est souvent à ce moment-là que les "propriétaires" réapparaissent et décident de récupérer le terrain. D'interminables conflits en découlent.

La pression des pouvoirs publics - notamment sous l'*Estado Novo* qui tenta sans succès d'éradiquer ces *mocambos* - provoque la montée de l'habitat populaire sur les mornes de Casa Amarela, dans la zone nord de la ville. La très forte déclivité ayant jusque-là fait obstacle à l'édification d'un habitat résidentiel, l'espace est vacant, proche du centre, et bien desservi par la ligne de train suburbain. Toutes les conditions sont ainsi réunies pour que le *mocambo* diminue dans le mangue et se développe sur le morne qui offre des conditions de salubrité infiniment supérieures. Dans cette relocalisation, les populations les plus pauvres perdent toutefois le précieux appoint quotidien des ressources du mangue.

La politique fédérale de logements populaires, lancée par la Banque Nationale de l'Habitat (B.N.H.) en 1964, et destinée à des familles disposant d'un revenu d'au moins trois salaires minimum, n'a en rien infléchi la progression des *mocambos*. Estimés à 90 000 en 1960, entre 120 et 150 000 au début des années 1980, ils constituent, à cette date, plus de la moitié des habitations et 58% de la population de la capitale, confinée dans moins de 10% de l'espace urbain. Pour se maintenir dans ces espaces de plus en

²⁷- Sur le *mocambo* et les occupations urbaines: J.A.F. Neto et M.A. de Almeida Souza, "Mocambos do Recife: o direito de morar", *Ciência hoje*, mai-juin 1985, p. 74-80.

plus convoités, les populations doivent désormais lutter pied à pied. Le morne, à l'abri des inondations, intéresse les promoteurs, tout comme le bord de mer et les zones inondables du centre, aménageables en bureaux. Quant aux berges du Capibaribe, il est de l'intérêt des pouvoirs publics d'en expulser les *favelados* pour élargir le lit du fleuve et ainsi mieux lutter contre les crues.

Entre le droit à l'habitat, c'est à dire finalement à la survie, et le droit de propriété, bien souvent usurpé, se livre aujourd'hui une lutte sans merci. Depuis le milieu des années 1970, on assiste à une aggravation et à une multiplication des conflits pour la maîtrise du sol urbain. Une lutte dont on voit mal l'issue: la moitié au moins des familles de la R.M.R. ayant installé leur résidence en marge des processus légaux.

L'impossibilité croissante pour les familles modestes d'accéder aux programmes du B.N.H., la redémocratisation politique, le renouveau des associations de quartier et l'appui de la commission diocésaine Justice et Paix aux *favelados*, l'élection enfin, en 1985, d'une municipalité (Jarbas Vasconcelos) puis, en 1986, d'un gouverneur (Miguel Arraes) liés au mouvement populaire : tout cela a facilité l'expression au grand jour du conflit qui prend de plus en plus un tour de guerre urbaine pour le droit à l'habitat. Situation semblable à celle que l'on rencontre dans les agglomérations de Rio ou São Paulo.

Autant l'ancien processus de *favelisation* était individualiste, lent, graduel et pacifique, presque insensible, et pouvait s'étaler sur de très longues années, autant les formes actuelles d'"invasion"²⁸ sont soudaines et brutales. C'est un fait entièrement nouveau qui résulte d'une coordination des populations marginalisées. Il suffit d'une nuit, généralement en fin de semaine, lorsque l'attention des services municipaux et de la Justice est

²⁸- Le terme d'invasion, consacré par l'usage de la presse, est rejeté par les associations de défense des *favelados* qui lui préfèrent celui d'occupation.

assoupié, pour que surgissent des centaines de *mocambos* et se crée une nouvelle *favela*, sur un terrain public ou privé. Entre 1978 et 1983, près de 80 "invasions" ont été enregistrées, concernant un total de 150 000 personnes. Depuis, le rythme s'est encore accéléré. Pas de semaine sans que la presse ne fasse état, en la dramatisant à l'extrême, d'une occupation. On a même assisté, en février 1987, à l'invasion d'un emplacement appartenant au cimetière israélite du quartier de Barros! Quand il s'agit de terres publiques, le maintien sur les lieux des occupants est de plus en plus fréquent: on légalise ainsi l'occupation sans pour autant légaliser la propriété, ce qui règle provisoirement le problème social. L'expulsion, plus rare, avec promesse de relogement dans la lointaine périphérie, est toujours un drame pour ces populations de marchands ambulants, d'employées de maison ou de mendiants vitalement liées au centre ville. Quant au propriétaire privé qui introduit une action en justice, il n'a de bonnes chances d'obtenir une expulsion que si l'occupation est inférieure à un an. Au-delà, on entre dans une très longue procédure dont l'issue est incertaine. Le formalisme judiciaire est tel que la simple audition des inculpés, souvent plusieurs centaines, peut prendre des années.

Entre le droit au logement et le droit de propriété, la Justice ne tranche plus systématiquement, comme par le passé, en faveur du second. Cela met en évidence le caractère inadapté et dépassé du droit en vigueur et son incapacité à arbitrer des conflits sociaux d'une telle ampleur.

La misère, le sous-emploi et la faim

Si la pauvreté se définit comme l'impossibilité d'acheter des biens autres qu'alimentaires et la misère comme l'incapacité d'acquérir ces mêmes biens, une conclusion s'impose: c'est davantage de misère que de pauvreté qu'il convient de parler en évoquant Recife. Plus d'un quart des actifs sont sous-employés ou au chômage au début des années 1980 - jusqu'à 75% dans

certaines *favelas* - et 46% de la population occupée ne perçoit pas plus du salaire minimum²⁹. Or, la "ration alimentaire de base" pour quatre personnes - définie par un décret de 1938- correspond à environ trois salaires minimum! L'existence de centaines de milliers de misérables se résume à l'angoissante question qui revient chaque jour: comment parvenir à manger?

Dans les stratégies de survie des populations des zones inondables, les ressources du mangue et des cours d'eau (crabes, moules, huîtres, crevettes, poissons) continuent à jouer un rôle fondamental. Ce recours, observe une étude anthropologique de 1979, difficilement avoué aux enquêteurs, est très souvent vécu de manière honteuse (zone sale, polluée)³⁰. La même enquête insiste aussi sur le rôle dévolu aux achats à crédit chez les *barraqueiros* (boutiquiers de la *favela*), à l'égard desquels la dépendance permanente est perçue de manière ambivalente. Tout à la fois hommes "bons et généreux", empêchant que l'on meure de faim et exploiters, spéculant sur la misère et l'ignorance. Sur leur livre de compte ils n'hésitent pas à inscrire des montants bien supérieurs aux achats et pratiquent, au besoin, des prêts usuraires dont la signification échappe à leurs débiteurs.

Dans un tel milieu, la consommation de *cachaça* (alcool de canne) est de règle. Trop souvent substitut du repas, elle permet de tromper la faim:

"Le matin, explique une mère de famille, avant de sortir pour laver du linge, je prends un verre de *cachaça* et je tiens ainsi jusqu'à l'après-midi, sans manger. Quand la nourriture manque, je prends deux doigts de *cachaça* et la faim disparaît [...]. Comme je suis enceinte, mon appétit a beaucoup augmenté. C'est pour cela que je trompe mon estomac avec la *cachaça*."³¹

D'un bout à l'autre de l'année, la farine de manioc fournit l'aliment de base. Le cas d'une famille de onze personnes en consommant 23 kgs par semaine est même cité comme n'ayant rien d'exceptionnel. Quant au réchaud à gaz, qui trône dans bien des coins- cuisine, il n'est, souvent, qu'un simple élément décoratif, faute d'argent pour renouveler la bouteille de gaz.

²⁹- FJNPS, *op. cit.* p. 30.

³⁰- R. Motta, R. Scott, *Sobrevivência e fontes de renda: estratégias das famílias de baixa renda no Recife*, Recife, Massangana, 1983.

³¹- *Ibid.*, p. 143.

La misère urbaine réside aussi dans l'extraordinaire carence des infrastructures et des équipements collectifs les plus élémentaires. Les différentes administrations municipales et les gouverneurs, sauf exception, ont négligé le problème, guidées par des impératifs de gestion orientés prioritairement vers les milieux privilégiés. Les quartiers résidentiels, et en particulier Boa Viagem, ont fait l'objet de toutes les sollicitudes. La priorité au "tout automobile" a conduit à multiplier viaducs et grandes artères illuminées. Cette effervescence modernisatrice, orientée vers les réalisations de prestige au détriment ne serait-ce que du simple entretien des équipements existants, est à l'origine de l'actuel chaos urbain.

Dans la RMR des années 1980 pas un seul cours d'eau qui ne soit entièrement pollué. Plus de 700 000 personnes n'ont pas accès à l'eau courante et seulement un cinquième de la population vit dans un logement raccordé au réseau d'égouts³². Proportion identique à celle de 1960! L'immense majorité doit donc s'accommoder, au mieux de systèmes de fortune, au pire de l'absence de tout système. Dans certaines zones, où les eaux des égouts coulent à ciel ouvert, c'est une gageure de trouver des enfants en bonne santé.

Les inondations sont une des grandes hantises des *favelados* du mangue. Il a fallu les trois crues meurtrières du Capibaribe en 1966, 1970 et 1975 pour que soit enfin lancé un programme de construction de barrages. La crue de juillet 1975, tenue pour la plus importante du siècle, a submergé en trois jours les trois quarts de la ville, laissant sur son passage plus d'une centaine de morts. En juin 1980, le Beberibe est sorti de son lit. Il a fait, en une nuit, une cinquantaine de victimes, et détruit un millier de *mocambos*. En dépit des promesses officielles rien n'a été entrepris pour endiguer le cours d'eau. Il est vrai, qu'à l'inverse du Capibaribe, celui-ci traverse plutôt

³²- "Esgotos matam crianças e poluem rios", *DDP*, 5-04-1987.

des secteurs pauvres. Le morne, épargné par les crues, ne l'est pas par les suites des précipitations violentes qui provoquent les glissements de terrain. Les dramatiques orages d'août 1970 se sont soldés par 106 morts à Recife et Olinda, faute d'un minimum de travaux de soutènement et d'entretien.

A la lumière de tout ce qui précède, il n'y a pas lieu d'être surpris par les niveaux de la mortalité infantile. Même en baisse sensible, ils placent Recife au niveau de l'Europe des années 1860: 230,4 ‰ en 1950 151, 7‰ en 1960, 119, 5‰ en 1975 et sans doute autour de 100‰ dans les années 1980, soit, pour cette dernière date, des taux trois fois supérieurs à ceux de l'État de São Paulo! ³³ L'étude de la mortalité (pourcentage des mort-nés par rapport aux naissances), à partir des résultats du recensement de 1980, révèle d'impressionnantes variations entre quartiers : 6,9% pour la R.M.R, 4,6% dans le quartier très résidentiel de Graças mais 13, 2% dans celui, taudifié, de Recife.

C'est un truisme, mais encore convient-il de le rappeler: les réalités religieuses s'insèrent dans des sociétés particulières dont elles prennent en compte et expriment à leur manière les angoisses, les frustrations mais aussi les espérances. Ce n'est pas par hasard que l'on parle davantage d'*Église des pauvres* à Recife qu'à Porto Alegre. De plus, pendant la période couverte par cette étude, le discours de l'Église catholique investit de plus en plus le champ social et, progressivement, se met en place une pastorale par milieu, attentive aux nouvelles réalités urbaines et au monde des pauvres. Enfin, la période analysée est marquée par l'agonie d'une société relativement stable, qui cède la place à une nouvelle configuration sociale. Pauvreté et misère déferlent dans un univers urbain et péri-urbain qui se dilate formidablement.

³³- Le recensement de 1980 ne permet pas de calculer la mortalité infantile et les chiffres fournis par les journaux sont souvent des plus fantaisistes. Une chose est sûre: la mortalité infantile de Recife a tendance à être surestimée puisque sont aussi comptabilisés les enfants de l'intérieur de l'État venus mourir dans ses hôpitaux.

Les nouvelles couches moyennes, hérauts de la société de consommation, s'affirment alors que déclinent les anciennes élites.

Pour toutes ces raisons s'imposait le détour par l'économique et le social. Des mutations d'une telle ampleur n'ont pas épargné l'Église et posent la question, omniprésente dans ce livre, de sa capacité d'adaptation à ces nouveaux défis.

Richard MARIN